

Le rôle des femmes dans la sécurité alimentaire reste sous-estimé



La crise des matières premières, la crise financière, ou la crise environnementale, ont eu des impacts très sévères sur la sécurité alimentaire dans le monde. Selon la FAO, "En 2009, le nombre de personnes ayant faim dans le monde a augmenté jusqu'à 1,02 milliard, le chiffre le plus élevé depuis 1970". Et, depuis l'année dernière, plus de 100 millions de personnes s'y sont encore ajoutées. À côté de certaines régions d'Asie, l'Afrique vit un gigantesque problème de malnutrition. Le plus grand paradoxe est que 70% de ceux qui ont faim vivent en zones rurales. Et les plus touchés sont les femmes et les enfants.

Pourtant, aujourd'hui, l'importance du rôle des femmes dans la sécurité alimentaire des familles semble être acquise pour tout le monde. De par leur rôle dans l'agriculture, ce sont elles qui sont responsables des cultures vivrières - soit des produits que l'on retrouve chaque jour sur la table -, ou encore de la collecte ou de la production des plantes médicinales. Ce sont les femmes également qui préparent les repas. Cependant, notamment en Afrique, elles ne jouissent généralement que de droits moindres par rapport aux hommes. Comme, par exemple, l'accès et le contrôle de la terre (ou la sécurité de garder cette terre), l'accès aux moyens financiers, aux moyens de productions, etc. Ainsi au Niger, les terres cultivables se faisant de plus en plus rares, les hommes invoquent

tous les prétextes, surtout religieux, pour ne pas prêter les lopins aux femmes. Elles sont dès lors accusées à chercher des terres lointaines, ce qui accroît leurs charges, et parfois les place dans des situations de risques (violences, infraction par manque d'information lorsqu'elles tombent sur des aires de pâturages). Cette violation des droits des femmes, constitue une des principales causes d'insécurité alimentaire que connaissent la majorité des ménages ruraux.¹

De plus, au sein des ménages, les femmes n'accèdent pas souvent à une alimentation de même qualité nutritionnelle que celle des hommes. Soit la nourriture n'est pas distribuée équitablement dans la famille (la viande est prioritairement destinée aux hommes), soit certains tabous alimentaires limitent l'accès des femmes à certains aliments - notamment en période de grossesse, par exemple, où elles ne peuvent consommer du soja (risque de poids exagéré de l'enfant), alors que celui-ci est riche en protéines nécessaires à la maman².

Les crises ont influencé les pratiques de consommation et ont provoqué l'adoption par les femmes de nouvelles stratégies pour répondre aux besoins de leur ménage. Les priorités face aux dépenses changent - ainsi des dépenses liées à la santé, la scolarité, etc., passent au second plan. La qualité de la

diète et les habitudes alimentaires se transforment, le nombre des repas diminue, certains sont rapidement pris dans la rue, ce qui provoque une déstructuration des familles. Au Sénégal, face à cette situation, les rôles sociaux et économiques des femmes changent, elles développent de nouvelles stratégies pour alimenter leur famille. Que ce soit à travers l'adoption de pratiques d'économie solidaire, comme la transformation de produits, le développement d'une restauration populaire ou encore, le développement de liens entre la ville et la campagne. Ces pratiques d'économie solidaire ont permis un certain *empowerment* chez les femmes. Celles-ci ont ainsi pris conscience du pouvoir qu'elles peuvent acquérir sur leur propre vie (à un niveau individuel) et sur la société (à travers l'action collective). Ce qui a entraîné différentes mutations, aussi bien au niveau de la cellule familiale que des rôles sociaux, et des changements politiques³.

Cependant, s'il existe un accord pour reconnaître l'importance des femmes dans la sécurité alimentaire, il y a peu de changements sur le terrain. Les recherches agricoles ne se penchent pas assez sur les besoins spécifiques des femmes, et les politiques agricoles prennent trop peu en considération l'importance de l'agriculture vivrière, de l'accès et du contrôle des ressources naturelles et économiques par les femmes⁴.

Sophie Charlier

Commission Femmes et développement (CFD).

La plupart des études citées ici proviennent du séminaire organisé par la CFD les 15 et 16 décembre 2009 sur "l'Accès et le contrôle des ressources par les femmes. Un défi pour la sécurité alimentaire".

1 Propos développé par Catherine Belemsigri, lors du séminaire de la CFD du 15/12/09.

2 Recherche réalisée en RD Congo par Françoise Kat (ONG ADIF).

3 Résultats de deux recherches-actions menées au Sénégal et coordonnées par Fatou Ndoye de ENDA Graf. La deuxième recherche s'est effectuée en coordination avec le *Monde selon les femmes* (Sophie Charlier et Virginie Datler - étudiante UCL).

4 Avec l'appui des partenaires du Sud, la Commission femmes et développement propose une série de recommandations écrites pour les autorités locales, les institutions coutumières, religieuses, ainsi que la société civile du Sud.